

Robert Fossaert, économiste  
(2000)

# Réformer l'ÉNA ? Chiche...

Un document produit en version numérique par Robert Fossaert,  
Économiste marxiste  
Courriel: [robert.fossaert@wanadoo.fr](mailto:robert.fossaert@wanadoo.fr)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"  
Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi.  
Site web: [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par M. Robert Fossaert, économiste marxiste, à partir de :

Robert Fossaert (2005)

## Réformer l'ÉNA ? Chiche...

Texte inédit, 2000.

<http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/ena.htm>

Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 5 mars 2005, de diffuser cette œuvre, sur le site web des Classiques des sciences sociales. Un immense merci pour cet essai fondamental qui vise à nous permettre de comprendre le rôle de l'Europe à l'heure actuelle.

[robert.fossaert@wanadoo.fr](mailto:robert.fossaert@wanadoo.fr)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

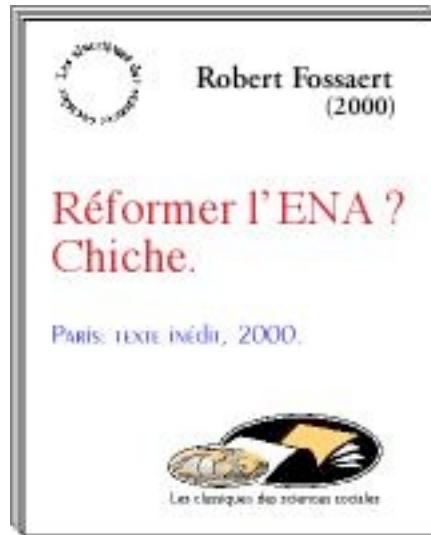
Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 mars 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,  
province de Québec.



Robert Fossaert (2000)

## Réformer l'ÉNA ? Chiche...



Paris : 2000.

Texte disponible sur le site web de M. Fossaert :

**Macrosociologie :**

<http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/ena.htm>

[Retour à la table des matières](#)

Durant l'automne 1981, la gauche était fringante et le rapport que je remis à Pierre Mauroy s'en ressentait. Avec la bénédiction de l'Elysée, le Premier Ministre m'avait demandé de formuler des propositions de réforme pour tout ce qui concernait l'ÉNA, amont et aval compris. Quelques semaines plus tard, mon texte fut accueilli avec des tousotements variés : les diverses énarquies - si tant est qu'elles soient diversifiables..- s'étaient mises en mouvement et, de commissions en enquêtes supplémentaires, l'enterrement s'annonçait déjà. Pourtant Mauroy qui est socialiste et persévérant comme on sait l'être dans le Nord, réussit à imposer la plus petite des réformes que j'avais suggérées, la création d'une troisième voie d'accès, à côté de "l'externe" destinée aux étudiants et de l'"interne" ouverte aux fonctionnaires (en fait, aux étudiants ayant à leur actif cinq ans de service public). La troisième voie devait s'ouvrir aux citoyens dont l'excellence était attestée par sept ans au moins de mandats électifs, associatifs ou syndicaux. Encore Mauroy dût-il s'y reprendre à deux fois pour établir cette voie nouvelle, en l'étendant à tous les citoyens, sans autre qualificatif, ce qui reste une façon de privilégier les bénéficiaires d'études supérieures.

Je passe sur les détails : conditions d'âge, perspectives de carrière, stages préparatoires, tentatives en vue de briser le quasi-monopole de Sciences Po-Paris, modernisations de l'enseignement donné, efforts héroïquement infructueux pour couper le cordon ombilical entre les leaders parisiens des "grands corps" <sup>1</sup> et les sélecteurs des "premiers-classés" appelés à nourrir ces "grands corps", etc. Le tout est d'importance, certes, si j'en juge par le demi-siècle de réformes en ces divers domaines. Mais sans portée majeure.

Comme la gauche redevient quelque peu fringante depuis 1997, on pourrait peut-être en revenir à la réforme quintessentielle dont la République a besoin, pour ce qui est de l'ÉNA. Cette Ecole est dangereuse, car elle est devenue l'une des sources majeures de la "pensée unique", la matrice des coteries informelles qui colonisent les cabinets, les assemblées et, souvent aussi, les gouvernements, sans oublier Matignon, ni l'Elysée, ni les débordements vers les banques et autres multinationales. Le bon peuple ne s'y trompe pas, qui baptise "énarques" toute cette noblesse de robe, par une extension sémantique rarement critiquée par les polytechniciens et autres corps d'élite,

car, après tout, qui montre du doigt l'Enarchie <sup>1</sup> détourne le regard de la Mafia polytechnicienne <sup>2</sup>, cousins jadis dénoncés par deux ouvrages émérites.

Le danger "énarchique" résulte de ceci : dans notre Vè République où le Parlement est tenu, pieds et poings liés, par le gouvernement et par un président de la République, lui-même irresponsable devant ledit Parlement (et vis-à-vis du gouvernement "hostile" avec lequel il lui faut parfois cohabiter), la fameuse "souveraineté populaire" ne se fait sentir, dans les sommets de l'Etat, que par de rares et lointaines élections, cependant que les pourvoyeurs professionnels de ces sommets y exercent une prédominance manifeste que la durée ne cesse de renforcer. Ceux que Mendès-France, déjà méfiant, désignait comme "ces jeunes Messieurs", sont devenus, de fait, nos nouveaux maîtres et seigneurs, quelle que soit leur morgue individuelle - point rare - ou leurs amabilité personnelle - pas moins fréquente en ce milieu qu'ailleurs. De fait, ils ont conquis le pouvoir, si bien que, le temps aidant, ils ont fait des partis, médiateurs entre la face visible du pouvoir d'Etat et la citoyenneté banalement "souveraine", les nuances d'un arc-en-ciel qui se resserre, d'une décennie à l'autre, comme un éventail qui se rouille.

Il faut donc réformer l'ENA. La tuer serait une réforme républicainement fort acceptable, mais elle ferait perdre les quelques sous-produits bénéfiques de cette Ecole : un enseignement à demi cohérent des sciences sociales, (dans un pays où, depuis la défaite de 1871 dont naquit Sciences-Po, aucune autre institution n'organise vraiment la *cross-fertilization* de ces sciences, malgré les efforts déployés naguère par Braudel); une approche pré-professionnelle des tâches générales de l'administration *lato sensu*, rendue indépendante des biais propres aux diverses branches de l'appareil d'Etat; et j'aimerais ajouter, mais ne le puis pleinement malgré dix réformettes, une attention au monde tel qu'il devient, brassant la sociologie des organisations et la géopolitique planétaire, ouverte sur l'informatisation des systèmes sociaux comme sur la connaissance concrète des misères sociales.

Réformer l'ENA pour la républicaniser ? C'est simple, si l'on veut bien ignorer le marécage des détails où les partisans du statu-quo disposent leurs multiples traquenards. L'ENA est une bonne école ? Elargissons sa portée scolaire en lui ouvrant d'importants débouchés additionnels dans la haute administration des régions, des départements, des villes, des administrations décentralisées ou déconcentrées, des

---

<sup>1</sup> Les "grands corps" [de l'Etat] sont l'Inspection des Finances, le Conseil d'Etat et la Cour des Comptes, dans lesquels les premiers classés, à la sortie de chaque promotion de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), choisissent presque toujours de se faire affecter.

<sup>2</sup> L'Enarchie, publiée aux Editions de la Table Ronde eut pour auteurs (anonymes) Jean-Pierre Chevènement et deux de ses proches amis d'alors. La Mafia polytechnicienne, publiée aux Editions du Seuil, fut signée par Jacques Kosciusko-Morizet et pour co-auteur (demeuré clandestin jusqu'à ce jour) un éminent banquier parisien. Les deux ouvrages parurent, à quelques mois d'intervalle en 1967-68, si j'ai bonne mémoire.

services publics : en 5 à 10 ans, par un mouvement accéléré, triplons puis décuplons son effectif; bref, optimisons l'usage de cette excellente école d'administration. Et, du même coup, élargissons d'année en année ses voies de recrutement en privilégiant les non-Sciences-Po, et même les non-diplômés-du supérieur, pour extraire des profondeurs de l'administration et, plus encore, de la société civile, des femmes et des hommes ayant déjà donné des preuves d'efficacité et d'utilité sociale. Alors l'ENA, cette vaste école aux effectifs croissants et d'origine de plus en plus diversifiée pourra se déployer sur de multiples sites, de Strasbourg à Brest, comme de Marseille à Lille. Avec une antenne à Paris ? La sagesse serait de bannir l'ENA de toute l'Ile-de-France, pendant une paire de décennies, le temps d'une pleine désinfection des liens "pédagogiques" entre les "grands corps" et "l'élite" des jeunes élèves.

Reste l'essentiel de l'essentiel, la clé de voûte de toute réforme républicaine de l'ENA : c'est de fermer à ses diplômés, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 40 ans, l'accès à la Cour des Comptes, au Conseil d'Etat ou à l'Inspection des Finances, ceci pour briser l'actuelle filière élitique et pour valoriser l'expérience plus que les exploits scolaires juvéniles. Du coup, les "grands corps" auront à recruter leurs "jeunes collaborateurs" par d'autres voies, par exemple selon le modèle de la Cour de Cassation qui pêche ses référendaires dans la magistrature. Quant aux énarques de tous rangs, ils devront aller de sous-préfecture en rectorat ou de trésorerie-paierie générale en tribunal régional des comptes, avant de gagner parfois, quelques années plus tard, les directions ministérielles qui sont, aujourd'hui, leur base arrière. Dotés de l'âge requis et d'une expérience dé-scolarisée, ils pourront même intégrer l'un des "grands corps", mais par ses voies banales.

Ainsi pourrait-on nationaliser l'Ecole nationale d'administration, en neutralisant son pouvoir sur la nation, pour la mettre au service de celle-ci.

\*\*\*\*\*